



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 5 au 18 décembre 2025

Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » (FMI)

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue en Afrique du Sud du 1er au 8 décembre dans le cadre de son analyse annuelle de la situation économique du pays, dite « mission Article IV ». Le Fonds souligne la résilience de l'économie sud-africaine en 2025, dans un contexte mondial pourtant marqué par une montée du protectionnisme et une augmentation des tensions géopolitiques. L'activité montre ainsi des signes d'amélioration progressive : la croissance atteindrait finalement +1,3% à +1,4 % en 2025-26, portée par la consommation privée, avant de grimper à +1,8 % d'ici la fin de la décennie. L'inflation convergerait à moyen terme vers la nouvelle cible de 3 %. Cette trajectoire n'est toutefois pas exempte de risques, liés à l'environnement mondial, à de fortes contraintes structurelles internes et à un rythme de réformes encore trop lent.

Le FMI appelle à une consolidation budgétaire crédible pour stabiliser une dette élevée et créer des marges de manœuvre pour investir. Si les autorités visent un excédent primaire de 1,5 % du PIB dès l'exercice budgétaire 2025/26, le Fonds considère qu'un excédent de 3 % du PIB à moyen terme sera nécessaire pour ramener la dette autour de 70 % du PIB dans la prochaine décennie. Sur le plan monétaire, l'adoption d'une cible plus basse d'inflation (3 %) a été saluée par le FMI.

En matière de réformes structurelles, les avancées restent insuffisantes au regard des besoins du pays. Le FMI insiste ainsi sur l'urgence d'accélérer les réformes dans les secteurs de l'électricité et de la logistique, de renforcer la gouvernance et la lutte anticorruption, de simplifier la réglementation pour améliorer l'environnement des affaires, et de mettre en œuvre des réformes du marché du travail afin de stimuler la création d'emplois. Une meilleure mobilité urbaine, l'amélioration des infrastructures locales et des politiques ciblées pour réduire les coûts de recherche d'emploi feront partie des leviers clés. Enfin, une intégration commerciale plus profonde - notamment via l'AfCFTA - et une diversification des exportations pourraient soutenir la croissance.

Sommaire:

Afrique australe

- Un comité du Congrès américain approuve la prolongation de l'accord commercial préférentiel avec les pays africains (AGOA), sans mention pour l'instant d'une exclusion de l'Afrique du Sud

Afrique du Sud

- L'inflation des prix à la consommation (CPI) ralentit à 3,5% au mois de Novembre (StatsSA)
- Transnet formalise l'accord de concession du terminal 2 du port de Durban au profit de l'armateur philippin ITCSI (Moneyweb)
- La nouvelle stratégie de dégroupage d'Eskom, qui dissocie les actifs du réseau du rôle d'opérateur du système, a été approuvée par le ministre Ramokgopa (Engineering News)
- Eskom a finalisé un protocole d'accord avec les producteurs de ferrochrome, leur proposant des tarifs d'électricité préférentiels (Eskom)
- L'Afrique du Sud lance un plan visant à accroître la valeur des minéraux critiques (BusinessDay)
- Moody's maintient la note souveraine de l'Afrique du Sud
- Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » (FMI)
- Sept consortiums internationaux présélectionnés pour le déploiement des infrastructures de transport d'électricité
- Anglo American et Teck obtiennent l'aval du gouvernement canadien pour leur projet de fusion
- ENGIE lancera la construction du projet solaire Corona (240 MW) en 2026

Angola

- Mota-Engil et CAAP raflent la concession du nouvel aéroport de Luanda : une victoire stratégique... mais à clarifier
- TAAG reçoit son quatrième Airbus A220 : un jalon stratégique pour redevenir un acteur régional crédible
- Première émission d'obligations samourais : l'Angola diversifie ses sources de financement externe
- La SFI intensifie sa présence en Angola : diversification économique et corridor de Lobito au cœur de la visite de Makhtar Diop

Botswana

- Le développeur norvégien Scatec met en service sa seconde centrale solaire (60 MW) au Botswana (Mmegi)
- Bank of Botswana maintient son taux directeur à 3,5 %
- Le FMI signale une forte dégradation des perspectives économiques

Eswatini

- Les États-Unis et le gouvernement du Royaume d'Eswatini ont signé un protocole d'accord (Memorandum of Understanding – MOU) d'un montant de 242 M USD, couvrant une période de cinq ans, dans le domaine de la santé

Malawi

- L'entreprise australienne Sovereign Metals s'allie à la SFI (groupe Banque mondiale) pour son projet graphite au Malawi

Mozambique

- Le Président de la République, Daniel Chapo, participe au VIème Sommet Portugal–Mozambique à Porto
- Perspective d'une première usine de graphite en 2026
- Le Président de la République ministres signent des contrats-programme axés sur la gouvernance
- Le Fonds Souverain du Mozambique (FSM) a réalisé sa première allocation d'investissement pour un montant de 109,9 MUSD
- Mozal Aluminium placée en care and maintenance à partir de mi-mars 2026

Namibie

- TotalEnergies et Galp s'allient pour développer leurs champs pétroliers au large de la Namibie (Engineering News)
- L'inflation a ralenti au mois de novembre (Namstats)
- Lancement d'un dépôt central de titres numérique
- La Banque africaine de développement approuve un financement de 1,78 Md USD pour soutenir la transformation économique du pays
- TransNamib investira jusqu'à 1,1 Md NAD (56 M EUR) pour la réhabilitation (remanufacturing) de locomotives

Zambie

- La Banque Mondiale accorde une subvention de 200 M USD pour accompagner une réforme du secteur énergétique zambien (Lusaka Times)
- Formation d'une coalition d'opposition en vue des élections de 2026 (RMB)

Zimbabwe

- Nomination d'un nouveau ministre des mines (Gouvernement Zimbabwéen)

Afrique australe

Un comité du Congrès américain approuve la prolongation de l'accord commercial préférentiel avec les pays africains (AGOA), sans mention pour l'instant d'une exclusion de l'Afrique du Sud

Le comité des « Voies et moyens » de la Chambre des représentants américaine a approuvé un projet de loi prolongeant de trois ans l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), programme offrant à un certain nombre de produits en provenance de pays d'Afrique subsaharienne un accès sans droits de douane au marché américain. Aucune exclusion de l'Afrique du Sud n'a à ce stade été mentionnée, malgré les mises en garde précédentes de l'administration Trump.

Le projet de loi a été adopté par 37 voix contre 3 et doit maintenant être examiné par l'ensemble de la Chambre. Le comité a qualifié l'AGOA de « pierre angulaire des relations économiques entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne », soulignant que la suppression de ce programme profiterait largement à des acteurs comme la Chine ou la Russie.

Le maintien de l'Afrique du Sud au sein de l'accord AGOA n'est toutefois pas acquis, alors que les relations commerciales du pays avec Washington se sont détériorées, les États-Unis ayant notamment imposé des droits de douane de 30 % sur les exportations sud-africaines. Le ministère sud-africain du Commerce suit de près l'évolution du texte et affirme vouloir garantir l'inclusion du pays dans toute extension du programme.

Afrique du Sud

L'inflation des prix à la consommation (CPI) ralentit à 3,5% au mois de Novembre (StatsSA)

Selon l'agence nationale des statistiques (StatsSA), l'inflation annuelle des prix à la consommation a légèrement ralenti, passant de +3,6% en octobre à +3,5% en novembre. Le ralentissement de la hausse des prix, plus important qu'anticipé par les économistes (consensus Bloomberg à +3,6%), s'explique principalement par la diminution des coûts de transport (+0,7% en g.a., contre +2,0% en octobre), les prix du carburant n'augmentant que de 0,1% sur un an (contre +3,2 % en octobre). À l'inverse, les principaux contributeurs à la hausse des prix sont les postes « logement et les services publics » (+4,5 %, soit une contribution de +1,1 point de pourcentage à la hausse des prix) ainsi que « l'alimentation et les boissons non alcoolisées » (+4,4 %, soit +0,8 point de pourcentage). La modération de l'inflation ouvre la voie à la poursuite de la politique d'assouplissement monétaire engagé par la SARB depuis septembre 2024, alors que la cible d'inflation a récemment été revue à la baisse (3 % contre 4,5 % auparavant).

Transnet formalise l'accord de concession du terminal 2 du port de Durban au profit de l'armateur philippin ITCSI (Moneyweb)

L'opérateur public Transnet a signé un accord de concession avec le groupe International Container Terminal Services (ITCSI) pour agrandir le terminal principal du port de Durban, le plus grand hub conteneurisé d'Afrique.

Il s'agit du premier accord de concession portuaire majeure en Afrique du Sud, deux ans après que Transnet ait autorisé ITCSI à investir (49%) auprès de Transnet (51%) pour la modernisation et la gestion du terminal pendant 25 ans. Le groupe investira environ 11 Mds ZAR (555 M EUR) dans ce projet.

Cette initiative représente la plus grande tentative à ce jour de mobiliser l'expertise du secteur privé pour moderniser des ports publics jugés parmi les moins efficaces au monde par la Banque mondiale. Les ports de Port Elisabeth, du Cap, de Coega et de Durban sont respectivement classés 395ème, 400ème, 402ème et 403ème sur 405 ports répertoriés, selon le [Container Port Performance Index 2020-2024](#). Le terminal Pier 2 traite près de 70 % du trafic total du port de Durban et plus de 40 % du volume de conteneurs de toute l'Afrique du Sud.

La nouvelle stratégie de dégroupage d'Eskom, qui dissocie les actifs du réseau du rôle d'opérateur du système, a été approuvée par le ministre Ramokgopa ([Engineering News](#))

Le ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Dr Kgosientsho Ramokgopa, a validé la nouvelle stratégie de restructuration d'Eskom. Les actifs du réseau resteront la propriété d'Eskom via la National Transmission Company South Africa (NTCSA), tandis qu'une entité distincte — encore à créer — assumera le rôle d'opérateur du système électrique (TSO), chargé d'équilibrer le réseau, de gérer le marché et d'acheter l'électricité.

Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de l'*Electricity Regulation Amendment Act*, signé en 2024 et entré en vigueur en janvier 2025, qui prévoit notamment la mise en place d'un TSO indépendant d'ici cinq ans. Elle vise aussi à préserver la stabilité financière d'Eskom en évitant une séparation complète du réseau, jugée risquée pour une entreprise déjà lourdement endettée.

Alors que certains experts défendaient un TSO entièrement séparé et propriétaire du réseau afin de stimuler davantage la concurrence, le ministre et le conseil d'administration d'Eskom ont opté pour une approche progressive et moins

perturbatrice. Ce modèle doit permettre de limiter les risques financiers et opérationnels, tout en renforçant les capacités nécessaires à l'ouverture du marché.

Eskom a finalisé un protocole d'accord avec les producteurs de ferrochrome, leur proposant des tarifs d'électricité préférentiels ([Eskom](#))

Eskom a finalisé un protocole d'accord avec les principaux producteurs de ferrochrome sud-africains, Saramcor Chrome et Glencore-Merafe Chrome Venture. L'objectif est de trouver des solutions durables et à long terme pour soutenir le secteur du ferrochrome, gravement affecté par les pressions du marché mondial et la hausse des coûts de production, notamment de l'électricité.

Un groupe de travail multipartite réunissant Eskom, les producteurs et des représentants du gouvernement doit être mis en place sous trois mois afin de proposer une nouvelle tarification pour renforcer la compétitivité industrielle sans peser sur les autres consommateurs d'électricité.

Les producteurs opèrent actuellement sous des accords tarifaires négociés (NPAs) approuvés par le régulateur national (NERSA). Face à des difficultés économiques, ces derniers ont dû activer des clauses de difficulté, et Eskom a demandé une dérogation temporaire à certaines obligations contractuelles pour stabiliser la situation.

Une fois l'ajustement tarifaire provisoire approuvé par NERSA et le mécanisme complémentaire finalisé, les producteurs se sont engagés à suspendre les licenciements et à remettre en service environ 40 % de leur capacité de fours, tout en développant une solution durable via le protocole d'accord. Alors que l'Afrique du Sud figure parmi les principaux producteurs mondiaux de minerais de fer et de chrome, la filière locale des ferrochromes (activité

métallurgique) fait face à la concurrence des usines basées en Chine, qui bénéficient de coûts énergétiques bien plus compétitifs.

L'Afrique du Sud lance un plan visant à accroître la valeur des minéraux critiques (*BusinessDay*)

Le gouvernement a lancé la Critical Mining Strategy, un plan de mise en œuvre de sa stratégie pour les minéraux critiques, elle-même annoncée en mai dernier. L'objectif annoncé est de mieux exploiter les minéraux critiques, avec l'objectif de passer de l'exportation de matières premières brutes à une transformation locale à plus forte valeur ajoutée. Ce plan s'articule autour de six axes : (1) Cartographie géologique et exploration ; (2) Développement local des industries et ajout de valeur ; (3) Recherche, développement et innovation ; (4) Infrastructures et sécurité énergétique ; (5) Outils et mécanismes financiers ; (6) Harmonisation des règles et réglementations.

Le pays souhaite tirer pleinement profit de la demande mondiale toujours plus croissante de ces minerais, essentiels aux technologies modernes : électronique, santé, défense ou encore véhicules électriques. Sous-sol en est en effet très riche : en platinoïdes (91,3 %), manganèse (75 %), chrome (35 %) etc.

Moody's maintient la note souveraine de l'Afrique du Sud

Le 4 décembre, Moody's a maintenu inchangée sa notation de la dette sud-africaine (Ba2, assortie d'une perspective stable). L'agence prévoit une légère reprise de la croissance, qui atteindrait +1,8 % en 2027. Le déficit public devrait toutefois toujours atteindre 4,1 % du PIB sur l'exercice 2025/2026, portant la dette à 87 % du PIB. Moody's souligne que si les conditions économiques se sont améliorées, de profondes contraintes structurelles continuent de peser sur les perspectives à long terme du pays.

Ce maintien fait suite à l'annonce par S&P Global Ratings d'une révision à la hausse de la note souveraine de l'Afrique du Sud, une première en près de 20 ans. Cette amélioration reflète la reconnaissance de la trajectoire économique renforcée du pays, soutenue par de meilleures recettes fiscales, des perspectives de croissance accrues et un allègement progressif des pressions pesant depuis longtemps sur les entreprises publiques.

Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » (FMI)

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue en Afrique du Sud du 1er au 8 décembre dans le cadre de son analyse annuelle de la situation économique du pays, dite « mission Article IV ». Le Fonds souligne la résilience de l'économie sud-africaine en 2025, dans un contexte mondial pourtant marqué par une montée du protectionnisme et une augmentation des tensions géopolitiques. L'activité montre ainsi des signes d'amélioration progressive : la croissance atteindrait finalement +1,3% à +1,4 % en 2025-26, portée par la consommation privée, avant de grimper à +1,8 % d'ici la fin de la décennie. L'inflation convergerait à moyen terme vers la nouvelle cible de 3 %. Cette trajectoire n'est toutefois pas exempte de risques, liés à l'environnement mondial, à de fortes contraintes structurelles internes et à un rythme de réformes encore trop lent.

Le FMI appelle à une consolidation budgétaire crédible pour stabiliser une dette élevée et créer des marges de manœuvre pour investir. Si les autorités visent un excédent primaire de 1,5 % du PIB dès l'exercice budgétaire 2025/26, le Fonds considère qu'un excédent de 3 % du PIB à moyen terme sera nécessaire pour ramener la dette autour de 70 % du PIB dans la prochaine décennie. Sur le plan monétaire, l'adoption d'une cible plus basse d'inflation (3 %) a été saluée par le FMI.

En matière de réformes structurelles, les avancées restent insuffisantes au regard des besoins du pays. Le FMI insiste ainsi sur l'urgence d'accélérer les réformes dans les secteurs de l'électricité et de la logistique, de renforcer la gouvernance et la lutte anticorruption, de simplifier la réglementation pour améliorer l'environnement des affaires, et de mettre en œuvre des réformes du marché du travail afin de stimuler la création d'emplois. Une meilleure mobilité urbaine, l'amélioration des infrastructures locales et des politiques ciblées pour réduire les coûts de recherche d'emploi feront partie des leviers clés. Enfin, une intégration commerciale plus profonde - notamment via l'AfCFTA - et une diversification des exportations pourraient soutenir la croissance.

Sept consortiums internationaux présélectionnés pour le déploiement des infrastructures de transport d'électricité (*Engineering News*)

Le ministère sud-africain de l'Électricité et de l'Énergie a annoncé la présélection de sept consortiums internationaux pour la première phase du programme Independent Transmission Projects (ITP), visant à accélérer l'extension du réseau de transport et à faciliter le raccordement de nouvelles capacités, notamment renouvelables, au réseau national.

Selon le ministre Kgosisentsho Ramokgopa, bien que le transport d'électricité reste un monopole public, les financements privés sont nécessaires pour répondre aux besoins d'investissement. Cette phase initiale ne concerne que 1 164 km (400 kV) sur les 14 000 km envisagés d'ici 10 ans. Ces lignes seront déployées selon un modèle de concession (*build, operate, transfer*) pour le compte de la National Transmission Company of South Africa (NTCSA), qui sera l'acheteur unique. Ces consortiums internationaux ont été sélectionnés pour leur expertise technique et leur capacité financière, avec l'objectif de transférer

progressivement le rôle aux entreprises sud-africaines. Des exigences d'industrialisation et de localisation ont été intégrées pour maximiser les retombées économiques locales.

Les consortiums présélectionnés sont menés par EDF EN South Africa (France), Grupo Cobra (filiale espagnole du groupe français Vinci), Adani Power (Inde), Celeo Redes (Espagne), Okavango Projects (Afrique du Sud), State Grid International Development et China Southern Power Grid (Chine). Cette présélection n'équivaut pas à une attribution : les candidats devront soumettre des propositions détaillées lors d'un appel d'offres formel, dont la version finale est prévue pour 2026/27.

Le ministre a insisté sur l'urgence d'étendre le réseau pour éviter un déficit électrique à moyen terme. Parallèlement, huit projets de production indépendants (800 MW) ont été mis en service en 2025/26, tandis que 1 610 MW supplémentaires sont en construction. Le dynamisme du secteur se reflète également dans le succès du Bid Window 7 du programme ENR, qui a reçu des offres dépassant 10 GW pour seulement 5 GW sollicités.

Anglo American et Teck obtiennent l'aval du gouvernement canadien pour leur projet de fusion (*BusinessDay*)

Le gouvernement canadien a approuvé la fusion entre Anglo American et Teck Resources, franchissant une étape clé pour créer un nouveau groupe minier mondial, avec un siège à Vancouver. L'autorisation a été délivrée sous l'Investment Canada Act, après l'annonce de l'opération en septembre et l'approbation des actionnaires.

Présentée comme une « fusion entre égaux », la transaction reste soumise à d'autres autorisations de concurrence et réglementaires à l'international. En contrepartie, les deux groupes ont pris des engagements contraignants sur la

gouvernance, l'emploi, l'investissement et les relations avec les communautés locales, certains de façon permanente.

Baptisée Anglo Teck, la nouvelle entité aura son principal siège social au Canada, où seront basés son directeur général, son adjoint et le directeur financier. Elle prévoit d'investir au moins 4,5 Mds CAD (2,8 Mds EUR) sur cinq ans et 10 Mds CAD (6 Mds EUR) sur quinze ans, principalement dans des actifs de cuivre et de minerais critiques en Colombie-Britannique.

Les projets majeurs incluent l'extension de la mine de cuivre Highland Valley (entre 2,1 et 2,4 Mds CAD, soit 1,3 Md EUR et 1,5 Md EUR), la modernisation des installations de Trail (jusqu'à 850 M CAD, 525 M EUR) et le développement des projets cuprifères de Galore Creek et Schaft Creek (jusqu'à 750 M CAD, 460 M EUR). Anglo Teck étudiera aussi l'expansion des capacités de cuivre à Trail et la faisabilité d'un nouveau complexe de fusion.

Enfin, le groupe investira 600 M ZAR (30 M EUR) dans un fonds sud-africain d'exploration junior. Cela permettra au groupe de garder un intérêt direct dans le secteur minier sud-africain malgré la cession d'Amplats (métaux platinoïdes), désormais indépendant sous le nom de Valterra Platinum. Le nouveau groupe devrait également conserver ses actifs dans les mines de fer sud-africaines, via Kumba Iron Ore.

Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'Anglo American de se recentrer sur le cuivre et les minerais liés à la transition énergétique, après la cession de ses activités dans les platinoïdes, le charbon métallurgique, le nickel et la future séparation de De Beers.

ENGIE lancera la construction du projet solaire Corona (240 MW) en 2026 (Engineering News)

Le groupe énergétique français ENGIE prévoit de lancer la construction de son

projet solaire photovoltaïque Corona (240 MW) dans la province du Free State au quatrième trimestre 2026, après avoir été désigné soumissionnaire privilégié dans le cadre du Bid Window 7 du programme sud-africain REIPPPP. L'annonce a été confirmée le 15 décembre par le ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Kgosientsho Ramokgopa, qui a précisé que Corona et trois autres projets solaires avaient été sélectionnés suite à une réallocation favorisant le solaire plutôt que l'éolien, dont le déploiement est limité par les contraintes d'accès au réseau.

Outre Corona, ont été retenus : le Rondebosch Solar Park (240 MW) dans le Mpumalanga, et les projets Springhaas Solar Facility 1 (240 MW) et 6 (170 MW) dans le Free State, développés par l'entreprise sud-africaine Red Rocket, pour un investissement total estimé à 16 Mds ZAR (812 M EUR). ENGIE prévoit que Corona sera opérationnel au quatrième trimestre 2028, renforçant son portefeuille renouvelable sud-africain, déjà supérieur à 1,2 GW.

Angola

Mota-Engil et CAAP raflent la concession du nouvel aéroport de Luanda : une victoire stratégique... mais à clarifier

Le gouvernement angolais a attribué la concession du nouvel aéroport international Dr António Agostinho Neto à un consortium mené par Corporación América Airports (CAAP), groupe d'origine argentine enregistré au Luxembourg, aux côtés de Mota-Engil. Le contrat de 25 ans, renouvelable 15 ans, est présenté comme un levier stratégique pour faire de Luanda un hub régional. Les autorités mettent en avant l'expérience internationale de CAAP et le rôle de Mota-Engil, dont l'actionnariat est marqué par la présence du groupe chinois CCCC, renforçant l'empreinte chinoise dans les infrastructures angolaises.

Derrière cette communication positive, de nombreuses zones d'ombre demeurent : absence d'informations sur les engagements d'investissement, le partage des risques ou les obligations de performance. La capacité réelle du projet à repositionner Luanda face aux grands hubs africains n'est pas interrogée. La réussite dépendra in fine d'une gouvernance contractuelle solide, transparente et orientée vers des résultats concrets.

TAAG reçoit son quatrième Airbus A220 : un jalon stratégique pour redevenir un acteur régional crédible

La livraison du quatrième A220-300 confirme l'accélération du programme de modernisation de TAAG, indispensable pour regagner des parts de marché régionales. L'A220, très efficace en carburant, permet une réduction substantielle des coûts d'exploitation, un point crucial pour une compagnie historiquement déficitaire. Ce nouvel appareil soutiendra l'ouverture de nouvelles routes intra-africaines (SADC, Afrique australe) et pourrait favoriser une augmentation de la ponctualité et de la fiabilité de la flotte, deux points faibles récurrents. La modernisation de la flotte s'inscrit aussi dans l'ambition gouvernementale de faire de Luanda un hub régional, en synergie avec les infrastructures du nouvel aéroport António Agostinho Neto.

Première émission d'obligations samourais : l'Angola diversifie ses sources de financement externe

L'émission en Yens, d'une valeur équivalente à 258 M USD, constitue une percée pour l'Angola vers les marchés asiatiques. Le recours aux obligations samourais permet une diversification géographique des investissements, un coût de financement plus bas grâce aux taux japonais, et une réduction du risque de

dépendance vis-à-vis des marchés Eurobond.

La présence de l'Africa Finance Corporation en tant que garant est essentielle : elle permet d'améliorer la notation effective de l'opération et de rassurer des investisseurs japonais traditionnellement prudents.

Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large de refinancement de la dette en 2025–2027, période où de nombreux amortissements arrivent à échéance.

La question centrale reste la gestion du risque de change : un financement en Yens implique une exposition supplémentaire, qui devra être arbitrée via des swaps ou une couverture budgétaire.

La SFI intensifie sa présence en Angola : diversification économique et corridor de Lobito au cœur de la visite de Makhtar Diop

La visite du directeur général de la SFI confirme l'intérêt croissant de l'institution pour l'Angola, dans un contexte où le pays cherche à réduire sa dépendance pétrolière. Les secteurs ciblés, agroalimentaire, industrie, immobilier/logement, correspondent aux priorités du Plan national de développement et aux besoins structurels du pays : transformation locale, chaîne de valeur agricole, infrastructures logistiques.

L'attention portée au port de Lobito et au corridor régional renforce la place stratégique de cette infrastructure dans les plans d'investissement internationaux (Etats-Unis, UE, IDC, BafD, AFD, etc.). Si la SFI augmente effectivement ses investissements en Angola, cela pourrait contribuer à renforcer un tissu privé local encore fragile, souvent limité par l'accès au financement. La clef sera toutefois la capacité du pays à offrir un cadre réglementaire stable et prévisible, un point qui reste un défi majeur.

Botswana

Le développeur norvégien Scatec met en service sa seconde centrale solaire (60 MW) au Botswana (Mmegi)

Le groupe norvégien Scatec a annoncé le lancement commercial de la seconde phase du projet solaire Mmadinare (60 MW-120 MW au total). Si Scatec demeure propriétaire à 100% du projet, l'ensemble de la production est vendu à la compagnie électrique nationale Botswana Power Corporation (BPC) dans le cadre d'un accord d'achat (PPA) de 25 ans.

En parallèle, à Jwaneng (à proximité de la mine de diamants de Debswana), le consortium Sinotswana Green Energy développe un projet de 100 MW pour le compte de BPC dans le cadre d'un PPA de 25 ans.

Enfin, un nouvel appel d'offres prévoyant 900 MW de capacités répartis en quatre lots (2x250 MW) a récemment été présenté. Les offres sont désormais en cours d'examen.

Bank of Botswana maintient son taux directeur à 3,5 %

Le comité de politique monétaire de la Bank of Botswana (BoB) a décidé de maintenir son taux directeur à 3,5 % lors de sa réunion du 4 décembre, la première du nouveau gouverneur Lesego Moseki. Pour rappel, lors de sa dernière réunion, la BoB avait augmenté son taux directeur de 160 points de base, soulignant la nécessité de réduire les écarts entre ses propres taux et ceux des banques commerciales. L'institution met cette fois en avant la faiblesse du secteur du diamant et ses anticipations que l'inflation (+3,9% sur un an en octobre 2025) restera dans sa fourchette cible (de 3% à 6%) à moyen terme. Elle souligne toutefois que les risques inflationnistes sont orientés à la hausse, en raison notamment de

l'augmentation des tarifs de l'eau et de l'électricité, de la révision du régime de change du pula et de la hausse des prix du carburant.

Pour mémoire, le Botswana traverse une crise économique en raison de l'effondrement du marché du diamant. L'économie est entrée en récession en 2024, et le budget enregistre des déficits records (7,8% en 2024, 10,1% en 2025, selon le FMI). Face à cette situation, le gouvernement a mis en place en juin 2025 la feuille de route du BETP (Botswana Economic Transformation Program), un programme de 27 Mds USD visant à diversifier l'économie.

Le FMI signale une forte dégradation des perspectives économiques

Le 8 décembre, le FMI a publié son rapport annuel d'analyse économique dit « Article IV ». Selon le FMI, les perspectives économiques du Botswana se sont nettement dégradées, en raison d'une chute plus forte et plus durable que prévu de la demande mondiale de diamants naturels. L'économie devrait se contracter de 1 % en 2025, après un recul de 3 % en 2024, avant une reprise graduelle à moyen terme.

La baisse de l'activité minière et du négoce de diamants, couplée à un ralentissement de la croissance hors ressources minières (+2,8 % en 2024), pèse sur l'ensemble de l'économie. Les hausses enregistrées dans les secteurs du tourisme et de la construction sont insuffisantes pour compenser les contractions recensées dans les secteurs manufacturier et de l'agriculture. Dans ce contexte, les réserves internationales ont chuté à 3,5 Mds USD, soit environ cinq mois d'importations, un niveau qui reste toutefois encore confortable.

En réponse, les autorités ont lancé un plan de transformation, le Botswana Economic Transformation Program (BETP), pour stimuler le développement du secteur

privé. Elles ont également engagé un resserrement de la politique fiscale, ajusté la politique de change et relevé le taux directeur de 1,90 % à 3,50 % pour soutenir la croissance et préserver les réserves.

Le FMI anticipe une activité toujours faible à court terme, un creusement du déficit courant à environ 6 % du PIB et un déficit budgétaire dépassant 8 % du PIB en 2025/26. Le maintien de déficits externes et budgétaires, combiné à l'absence de réformes plus profondes, pourrait entraîner une hausse rapide de la dette et une nouvelle érosion des réserves.

Eswatini

Les États-Unis et le gouvernement du Royaume d'Eswatini ont signé un protocole d'accord (Memorandum of Understanding – MOU) d'un montant de 242 M USD, couvrant une période de cinq ans, dans le domaine de la santé

Dans un communiqué publié le 12 décembre, le Département d'État américain a indiqué que cet accord bilatéral s'inscrit dans le cadre de l'initiative America First Global Health Strategy.

Dans le cadre de cet accord, 205 M USD seront alloués à l'amélioration des systèmes de données de santé publique, à la modernisation des dispositifs de surveillance des maladies et de réponse aux épidémies, à l'élargissement de l'accès aux traitements antirétroviraux contre le VIH, notamment le lenacapavir, ainsi qu'au renforcement des interventions de prévention du VIH à haute efficacité. Les 37 millions de dollars restants seront consacrés au renforcement des dépenses publiques de santé pendant la durée de mise en œuvre de l'accord.

Malawi

L'entreprise australienne Sovereign Metals s'allie à la SFI (groupe Banque mondiale) pour son projet graphite au Malawi ([Mining.com](https://www.mining.com))

Sovereign Metals Limited, soutenue par Rio Tinto, a signé un accord de collaboration stratégique avec la Société Financière Internationale (SFI) — membre du Groupe de la Banque mondiale — pour soutenir le développement de son projet Kasiya Rutile-Graphite au Malawi. Ce partenariat vise notamment à établir les bases d'un financement international du projet, qui se revendique comme le plus grand gisement mondial de rutile et le deuxième plus important de graphite, un minerai critique pour les batteries notamment.

La SFI apportera son expertise en normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et complètera l'appui technique déjà fourni par Rio Tinto. En vertu de l'accord, la SFI se voit aussi attribuer des droits de financement potentiels pour Kasiya, incluant la possibilité d'agir comme prêteur principal ou arrangeur co-chef de file pour les besoins de financement futurs.

Mozambique

Le Président de la République, Daniel Chapo, participe au VIème Sommet Portugal–Mozambique à Porto

Sous le thème Partenariat et Prospérité, le sommet a eu lieu le 9 décembre, dans la ville de Porto, au Portugal. Daniel Chapo était accompagné, entre autres, des ministres des Travaux publics, du logement et des Ressources en eau ; de l'Économie, des Communications et Transformations numériques ; des Transports et de la Logistique, ainsi que des Secrétaires d'État au Trésor et aux Mines.

Au cours de la rencontre, les deux États ont signé le deuxième protocole révisant la

Convention pour éviter la double imposition à l'impôt sur le revenu et prévenir l'évasion fiscale, ainsi qu'un Protocole portant sur la mise en place, par le Portugal, d'une ligne de financement pouvant atteindre 500 MEUR pour soutenir des projets d'investissement des entreprises au Mozambique.

Au total 22 accords ont été signés, y compris dans les domaines du tourisme, de l'amélioration et du renforcement de l'administration publique, de la simplification et de la transformation numérique des services publics, des communications, des transports et de la logistique, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de la mobilité.

Perspective d'une première usine de graphite en 2026

Lors d'une réunion le 6 décembre dans la ville de Matola - voisine de Maputo - de la direction du parti Frelimo avec ses députés à l'Assemblée de la République, le Président de la République, Daniel Chapo, a annoncé qu'une première usine de traitement de graphite serait inaugurée début 2026. Cette usine serait la première dans ce secteur et est en construction dans le district de Nipepe, province de Niassa, dans l'extrême nord du pays. Elle représente un investissement de plus de 100 M USD, aura une capacité de production d'environ 200 000 t/an et sera exploitée par la société chinoise *DH Mining Development*, détentrice de la concession de la mine de Muichi. Pour rappel, le Mozambique exploite déjà une importante mine de graphite dans le Nord du pays, à Balama, par l'entreprise australienne *Syrah Resources*, qui bénéficie de soutiens financiers des Etats Unis, pays vers lequel le minerai est expédié pour traitement. Après avoir vu sa production ralentie tout au long de 2024, pour finir par être complètement stoppée lors de la crise post-électorale du T4 2024 (déclaration de force majeure), cette mine reprend progressivement ses activités depuis mai 2025.

Le Président de la République ministres signent des contrats-programme axés sur la gouvernance

Cet acte innovant s'inscrit dans le cadre du renforcement d'une gouvernance orientée vers les résultats, l'efficacité et la responsabilité dans la gestion publique.

Selon le Président de la République, Daniel Chapo, cette signature intervient à la fin de sa première année de mandat, année qui a été consacrée à poser les bases de la gouvernance, à travers la conception des principaux instruments servant de référence pour l'exécution des responsabilités de chaque ministre, à savoir: la Stratégie Nationale de Développement (2025-2044), le Plan Quinquenal du Gouvernement (2025-2029) et le Plan Économique et Social (2026).

Le Président de la République a précisé que «les contrats-programme seront suivis, monitorés et évalués ; le mérite sera reconnu, la performance valorisée, mais tout manquement injustifié fera également l'objet d'une évaluation avec les conséquences correspondantes ».

Le Fonds Souverain du Mozambique (FSM) a réalisé sa première allocation d'investissement pour un montant de 109,9 MUSD

Le portefeuille d'investissement a été lancé le 10 décembre 2025 avec un montant initial équivalent à 109,9 MUSD. Conformément à la loi sur le Fonds Souverain, 40 % des recettes issues des projets de gaz naturel liquéfié sont affectées au FSM, tandis que 60 % sont versées au Budget de l'État.

À cet effet, la Banque centrale a investi 70 % du portefeuille dans des obligations du Trésor américain à maturité allant jusqu'à 5 ans, (ICE BofA 0–5 Year U.S. Treasury Index), et 30 % dans des obligations d'État de la zone euro à maturité allant jusqu'à 3 ans (ICE BofA 0–3 Year Euro Government Index). Les investissements réalisés

traduisent une approche prudente, de diversification de risque, orientée vers la préservation du capital et la garantie d'une liquidité immédiate. Le Fonds Souverain du Mozambique a été créé en 2024 (loi n° 1/2024 et décret n° 13/2024) avec pour mission de gérer les recettes issues du gaz naturel dans un double objectif d'épargne pour les générations futures et de stabilisation des finances publiques. En matière de gouvernance, le ministère des Finances est responsable de la définition de la politique d'investissement, la Banque du Mozambique assure la gestion opérationnelle du Fonds et la publication des rapports, tandis que le Comité de supervision comprend des représentants de la société civile, du secteur privé et du milieu académique.

Mozal Aluminium placée en care and maintenance à partir de mi-mars 2026

Dans un communiqué publié le 16 décembre, le groupe australien South32 a annoncé que MOZAL (Mozambique Aluminium Smelter) sera placée en care and maintenance à compter du 15 mars 2026 ou aux alentours de cette date.

Après avoir longtemps été le principal investissement direct étranger et le premier exportateur (jusqu'à 60% du total des exportations), MOZAL se voit ainsi arrêter sa production suite à la fin du contrat d'approvisionnement en électricité particulièrement favorable sur lequel son business model est fondé depuis le début de ses activités, il y a 25 ans. Malgré les négociations engagées depuis plusieurs mois, l'actionnaire majoritaire, South32 (Australie), le fournisseur de l'électricité, Eskom (Afrique du Sud), et l'Etat mozambicain campaient sur des positions très éloignées qui laissaient peu d'espoir à une poursuite d'activité pour cette usine, dont dépendent 3 % du PIB et 16 % des exportations du Mozambique.

L'entreprise précise que les coûts de mise en care and maintenance sont estimés à environ 60 MUSD (coûts de séparation du

personnel et la résiliation des contrats de sous-traitance) et que les coûts annuels récurrents de maintien du site sont estimés à environ 5 MUSD.

Namibie

TotalEnergies et Galp s'allient pour développer leurs champs pétroliers au large de la Namibie (*Engineering News*)

TotalEnergies et le groupe portugais Galp ont conclu un accord pour lancer une campagne d'exploration et d'évaluation au large de la Namibie, afin de faire progresser le développement de la découverte du gisement de Mopane. L'accord prévoit une campagne d'exploration et d'évaluation comprenant trois forages sur deux ans, avec un premier puits prévu en 2026.

En outre, TotalEnergies acquiert une participation de 40 % dans la licence PEL83, qui comprend le gisement de Mopane. En échange, l'entreprise financera 50 % des dépenses d'exploration et d'évaluation de Galp sur Mopane ainsi que sur le premier développement, avec un remboursement prévu via 50 % des futurs flux de trésorerie du projet.

Galp recevra de TotalEnergies une participation de 10 % dans la licence PEL56 (site de la découverte de Venus de 2022) et de 9,39 % dans la licence PEL91. TotalEnergies, déjà opérateur de PEL56 (35,25%) et de PEL91 (33,085%), poursuit par ailleurs l'avancement du projet Venus en vue d'une possible décision finale d'investissement en 2026.

L'inflation a ralenti au mois de novembre (*Namstats*)

Selon l'agence nationale de statistiques (NSA), l'inflation a ralenti à 3,4 % sur un an sur les douze derniers mois, après avoir atteint 3,6% sur un an au mois d'octobre. Les principaux postes contributeurs à la

hausse des prix sont : le « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+4,8%, soit une contribution de +1,0 point à la hausse des prix), les « produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (+3,9%, soit +0,8 point) et les « boissons alcoolisées et tabac » (+3,9%, soit +0,6 point). Ce ralentissement de l'inflation intervient dans un contexte marqué par des perspectives de croissance favorables (+3,6% en 2025), en lien avec le rebond du secteur agricole (après la sécheresse de 2024). Les autorités comptent également sur la stabilisation en 2026 du secteur du diamant, après une forte chute ces dernières années.

Le principal objectif de la Bank of Namibia (BoN) demeure la stabilité de la parité entre le dollar namibien et le rand sud-africain. Dans ce contexte, les fluctuations de l'inflation ne devraient pas influencer sa politique monétaire. À titre de rappel, le Comité de politique monétaire (MPC) de la BoN a confirmé le maintien du taux directeur à 6,5 % lors de sa réunion du 3 décembre.

Lancement d'un dépôt central de titres numérique

La bourse namibienne (Namibian Securities Exchange - NSX), a mis en place, en partenariat avec la Banque de Namibie, un dépositaire central de titres (Central Securities Depository - CSD), un système entièrement électronique pour l'enregistrement et le règlement des titres. Le CSD remplace les certificats papier, réduisant les risques de fraude et les erreurs manuelles, tout en améliorant l'efficacité, la transparence et la liquidité du marché grâce à des registres de propriété numériques. Cinq institutions approuvées (Rand Merchant Bank, Standard Bank Namibia, NSX FMS, la Banque de Namibie et Nedbank Namibia) participeront à l'intégration des investisseurs et à la migration des titres existants vers la plateforme digitale.

La Banque africaine de développement approuve un financement de 1,78 Md USD pour soutenir la transformation économique du pays

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé sa Stratégie pays 2025–2030 pour la Namibie, assortie d'un financement de 1,78 Md USD. L'objectif est de soutenir la transformation économique et la croissance inclusive du pays, face notamment à un chômage des jeunes supérieur à 40 % et à la baisse du revenu par habitant.

Le programme prévoit des investissements prioritaires dans les infrastructures de transport, d'énergie et d'eau, afin de réduire les coûts des entreprises et renforcer le positionnement du pays comme hub logistique régional. La stratégie mise également sur les énergies renouvelables, l'accès à l'eau potable et l'assainissement en zones rurales, ainsi que sur le développement du leadership namibien dans l'hydrogène vert. Sur le plan social, la BAfD entend renforcer le capital humain, développer la formation technique et professionnelle et soutenir les MSME, en mettant l'accent sur l'inclusion économique des femmes. L'objectif global est de diversifier l'économie au-delà des mines et de l'agriculture, d'accroître l'accès à l'électricité (59,5 % aujourd'hui), de stimuler l'industrie manufacturière et d'améliorer la connectivité commerciale, notamment avec l'Angola et la Zambie.

Alignée sur la Vision 2030 du pays et l'Agenda 2063, cette stratégie s'appuie sur une décennie d'investissements antérieurs totalisant 658,1 M USD. Les premières opérations sont attendues dès le début de l'année 2026.

TransNamib investira jusqu'à 1,1 Md NAD (56 M EUR) pour la réhabilitation (remanufacturing) de locomotives (*The Namibian*)

TransNamib, l'opérateur ferroviaire public namibien, prévoit d'investir 1,06 à 1,10 Md NAD (entre 54 et 56 M EUR) pour remettre à niveau 20 locomotives, soit environ 60 % du coût d'une locomotive neuve. L'objectif est de prolonger la durée de vie des locomotives existantes tout en améliorant leur fiabilité.

Les travaux ont commencé à Windhoek, avec deux locomotives déjà démontées. Seuls châssis et bogies seront conservés, le reste des composants étant remplacé. Une expertise internationale, notamment asiatique, sera mobilisée pour la reconstruction.

Le programme, financé par la Development Bank of Namibia (DBN) et la Development Bank of Southern Africa (DBSA), concerne 20 locomotives sur un parc de 70, certaines âgées de près de 50 ans. Un rapport de consultant, attendu fin janvier, déterminera la répartition finale entre matériel neuf et remanufacturé.

TransNamib vise également le développement industriel et des compétences locales, avec pour ambition de créer une unité de *remanufacturing*, une école des métiers du rail et faire de la Namibie un pôle régional d'ingénierie ferroviaire.

Zambie

La Banque Mondiale accorde une subvention de 200 M USD pour accompagner une réforme du secteur énergétique zambien (Lusaka Times)

La Banque mondiale a accordé une subvention de 200 M USD pour soutenir les réformes du secteur de l'énergie en Zambie. Cette aide fait partie d'un programme plus large d'aide aux pays qui entreprennent des réformes du secteur

énergétique afin d'améliorer leur efficacité et leur viabilité financière.

Le financement doit permettre : (1) d'améliorer l'efficacité du marché de l'électricité et de rétablir sa viabilité financière ; (2) de renforcer les capacités des institutions publiques et privées du secteur ; (3) de promouvoir la transparence, une meilleure gestion de la dette et la modernisation des infrastructures, notamment les réseaux de transmission et de distribution ; (4) de créer un environnement plus attractif pour les producteurs indépendants d'énergie, grâce à une régulation et des tarifs mieux adaptés.

L'objectif global est de résoudre les problèmes structurels du secteur — comme des tarifs non viables ou une dépendance excessive à l'hydroélectricité — tout en protégeant les ménages vulnérables grâce à des mécanismes de soutien durant la transition.

Formation d'une coalition d'opposition en vue des élections de 2026 (RMB)

Une nouvelle coalition de cinq partis, baptisée We Are One Zambia Alliance (WOZA), a été lancée le 5 décembre pour défier le parti au pouvoir, l'UPND du président Hakainde Hichilema, lors des élections d'août 2026. L'alliance regroupe le United Liberal Party (ULP), le New Heritage Party, l'UNIP, le People's Alliance Party et le Zambia We Want Party.

Le leader de l'ULP, Sakwiba Sikota, a promis des réformes économiques et sociales axées sur la transparence et la redevabilité, incluant des mesures destinées à freiner la hausse du coût de la vie à travers des contrôles des prix, des subventions et un renforcement de la protection sociale. WOZA prévoit également de soutenir l'agriculture grâce à des intrants abordables et au développement de l'agro-transformation, de promouvoir une gouvernance plus inclusive et de s'attaquer

aux pénuries d'électricité persistantes qui affectent le réseau fortement dépendant de l'hydroélectricité.

Le FMI conclut la sixième et dernière revue de la Facilité Elargie de Crédit avec la Zambie (FMI)

Le FMI et les autorités zambiennes ont atteint un accord au niveau des services concernant la sixième et dernière revue de l'arrangement de 38 mois de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, la Zambie recevra 138,9 M DTS (environ 190 M USD) au titre de cette dernière tranche, portant le total des décaissements depuis août 2022 à 1,271 Md DTS (environ 1,7 Md USD). Le FMI souligne notamment la réduction des déséquilibres macroéconomiques de la Zambie, la consolidation de ses finances publiques (qui n'a pas été opérée au détriment des dépenses sociales), et la conclusion d'accords de traitement de dette entre la Zambie et la majorité de ses créanciers externes. La croissance devrait atteindre 5,2 % en 2025, puis 5,6 % par an en moyenne entre 2026 et 2031, l'inflation devant converger vers 6-8 % d'ici 2027. Le compte courant, dont le déficit est estimé à 2,1 % du PIB en 2025, devrait renouer avec les excédents dès 2026 (+1,7 % en 2026 et jusqu'à 3,2 % en 2030). Le solde budgétaire primaire devrait quant à lui atteindre +2,2 % du PIB et les revenus hors subventions 22,6 % du PIB en 2025. Les réserves internationales devraient couvrir 4 mois d'importations fin 2025. Le FMI souligne l'importance de maintenir des politiques budgétaires et monétaires prudentes, de poursuivre les réformes structurelles et

d'assurer une croissance inclusive et résiliente.

Zimbabwe

Nomination d'un nouveau ministre des mines (Gouvernement Zimbabwéen)

Le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a limogé le ministre des Mines, Winston Chitando, et l'a remplacé par Polite Kambamura, a annoncé le gouvernement lundi dans un communiqué. Winston Chitando occupait ce portefeuille depuis décembre 2017. Avant d'entrer en politique, il avait fait carrière dans le secteur minier, notamment à des postes de direction chez Mimosa Holdings et en tant que président de Hwange Colliery Company Limited.

Son successeur, Polite Kambamura, ingénieur de formation, a travaillé dans différents segments de l'industrie minière au Zimbabwe et en Afrique du Sud et occupait jusqu'alors le poste de vice-ministre.

Aucune explication n'a été fournie pour justifier ce remaniement.

Aide-mémoire : Indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab à prix courants (Md\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH	Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025	rang mondial	Variation en fin de période 2025 p.
Afrique du Sud	63,9	426	6 666	0,5	1,1	-0,9	77,3	106	3,9
Angola	39,3	115	2 930	4,4	2,1	0,9	62,3	148	20
Botswana	2,8	19,2	6 943	-3	-0,9	-7,6	38,8	111	5
Eswatini	1,2	5,2	4 409	2,8	4,3	-1,6	42,8	126	3,5
Lesotho	2,4	2,4	1 001	2,2	1,4	-3,9	57	167	4,8
Malawi	24,1	17,9	622	1,8	2,4	-18,3	80,4	172	27,6
Mozambique	35,8	24,7	690	2,1	2,5	-39,9	97,2	182	5
Namibie	3,05	14,7	4816	3,7	3,6	-14,7	63,6	136	3,9
Zambie	21,7	29,4	1 352	4	5,8	1,3	114,9*	154	11,1
Zimbabwe	17,4	53,3	3 070	1,7	6	3,1	45	153	30,7

Source : WEO FMI, Octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr